

## **L'Arabie saoudite s'ouvre aux entreprises françaises**

*24/11/2015*

*Le Figaro*

Historiquement peu présents sur ce marché longtemps dominé par les Américains, les groupes français entendent profiter du rapprochement entre la France et l'Arabie saoudite.

Mi-octobre, le voyage de Manuel Valls à Riyad s'est soldé par une promesse d'engagements de 10 milliards d'euros pour les entreprises françaises en Arabie saoudite, dont 3 milliards de commandes fermes dans la santé, la défense et les énergies renouvelables. Le «made in France» suscite davantage d'intérêt dans un royaume confronté à des difficultés budgétaires et à un énorme déficit d'infrastructures qui cherche à diversifier son économie. «Les entreprises françaises étaient historiquement peu présentes sur ce marché, pourtant incontournable car le plus important du Moyen-Orient, longtemps dominé par les Américains», relève Kacy Grine de Bucephale Finance, qui conseille la Caisse des dépôts et consignations (CDC) au Moyen-Orient.

Le tempo politique et diplomatique est favorable au savoir-faire français, insiste le consultant franco-saoudien. Les entreprises peuvent profiter du rapprochement entre la France et l'Arabie saoudite.

### **Des chantiers pharaoniques**

À Riyad, un homme sert les intérêts tricolores. Il s'agit du prince al-Walid Ben Talal - neveu de l'actuel roi Salman - le plus important investisseur saoudien en France, propriétaire de l'hôtel George V et deuxième actionnaire de Disneyland Paris. Kingdom Holding Company (KHC), son holding financier qui pèse 17 milliards de dollars à la Bourse de Riyad, est en passe de finaliser un accord avec l'entité internationale de la Caisse des dépôts (CDC) et huit entreprises: ADP, Axa, Eiffage, Engie, Orange, Safran, Suez et Eren Groupe, spécialisé dans les énergies renouvelables. Sous la houlette de la CDC, ces entreprises vont investir 150 millions de dollars dans KHC. Une mise symbolique, reconnaît Kacy Grine, mais qui est surtout une opération stratégique industrielle qui s'appuie sur un partenaire saoudien. «Les entreprises devaient passer par une société de gestion commune, filiale du Crédit mutuel, éligible à la réglementation saoudienne qui impose à tout investisseur 5 milliards de dollars d'actifs sous gestion et au moins cinq ans d'expérience saoudienne», précise-t-il. Cela s'inscrit dans le cadre de l'ouverture de la Bourse saoudienne «Tadawul» aux investisseurs étrangers, décidée en juin dernier.

Les entreprises françaises lorgnent en particulier l'immense chantier de Djedda, un projet de ville intelligente, durable, bâtie de rien sur les bords de la Mer rouge, afin de répondre au défi démographique. Le prince al-Walid a lancé plusieurs chantiers pharaoniques, notamment la Kingdom Tower, une tour haute de 1 kilomètre, et 5 millions de mètres carrés de développement urbain. «La consigne du prince est de privilégier les groupes français sans donner d'exclusivité. Les entreprises doivent être très compétitives», explique Kacy Grine.

À l'occasion du déplacement de Manuel Valls, Engie et Suez Environnement ont signé un protocole d'accord avec Jeddah Economic Company, présidée par al-Walid, pour la fourniture d'électricité et le traitement des déchets. D'autres entreprises françaises étaient récemment en mission à Djedda pour étudier les projets de développement.

### **Cent millions de dollars pour les PME**

D'ici à mi-décembre, une autre opération devrait être finalisée entre la CDC Internationale et KHC pour la création d'un fonds d'investissement franco-saoudien. L'objectif est d'aider les PME françaises à investir dans le royaume. Le fonds va démarrer son activité avec 100 millions de dollars - chaque entité apportant 50 millions - mais sa force de frappe devrait être portée à moyen terme à 400 millions. Les premières transactions sont prévues début 2016. «La CDC reçoit énormément de demandes de PME», précise Kacy Grine.